

Afghanistan: les filles sacrifiées

ÉDUCATION La volte-face des talibans, qui ont chassé les jeunes filles des collèges et lycées quelques heures à peine après une réouverture annoncée de longue date, révèle le chaos de ce gouvernement imposé aux Afghans depuis août 2021

LINE GOLESTANI

Joint ce jeudi par *Le Temps*, le porte-parole du Ministère de l'éducation taliban Aziz Ahmad Rayan est visiblement mal à l'aise à l'heure de commenter le cafouillage. «Il a été décidé que les filles ne pourraient plus étudier de la 7e à la 12e année. Les ordres sont venus d'en haut, nous devons nous y conformer. Le ministre de l'Éducation est en déplacement, on en saura peut-être plus à son retour», dit-il. Joint mercredi, un taliban qui tient à son anonymat reconnaît qu'en ouvrant les écoles pour les reformer aussitôt, «le ministère a commis une erreur. Il n'avait pas l'accord d'Amir al-Mu'minin» – littéralement: «le commandant des croyants», terme désignant le chef suprême du mouvement, le mollah Haibatullah Akhundzada. Que s'est-il passé?

De puissantes divisions internes

Première piste: selon Haroun Rahimi, chercheur et professeur invité à l'Université Bocconi de Milan, ce revirement révèle les désaccords internes du gouvernement: «Ils n'auraient pas annoncé cette réouverture [des écoles] si au moins une partie des dirigeants ne l'avait approuvée», remarque cet enseignant à l'Université américaine d'Afghanistan. «Un groupe plus proche du chef

suprême a probablement fait pression pour faire marche arrière ou reporter cette mesure», analyse le professeur afghan.

Karim Pakzad, chercheur associé à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques), partage en partie ce point de vue. Pour ce spécialiste de l'Afghanistan, «la branche radicale des talibans n'est plus opposée à la scolarisation des filles, comme c'était le cas il y a 25 ans, mais refuse entre autres qu'elles puissent se rendre à l'école à visage découvert».

Détourner l'attention de l'Ukraine

Deuxième piste: selon le politologue genevois Hasni Abidi, les talibans ont compris l'importance de l'éducation des filles pour la communauté internationale et l'utilisent comme monnaie d'échange. «Ils savent que leur décision a choqué la communauté internationale et attirent ainsi son attention alors qu'elle a les yeux rivés sur l'Ukraine.»

Hasni Abidi souligne également que l'aile radicale du mouvement l'emporte régulièrement sur la tendance plus pragmatique. «Si cette fermeture des écoles ne permet pas de débloquer les fonds gelés par la communauté internationale, l'aile radicale aura gagné, en interdisant l'accès des filles à l'enseignement», explique le directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen.

Un chef suprême «bouc émissaire»

Enfin, Tabish Forough, analyste politique basé à New York, évoque l'existence

d'un «fossé entre la politique des talibans de niveau inférieur, ce qu'ils communiquent, et leurs dirigeants». Le mystère entourant le chef suprême permet en outre au mouvement de se dédouaner, dans des moments de crise comme celui-ci: «Amir al-Mu'minin leur sert de bouc émissaire! Ils expliquent qu'ils étaient prêts à ouvrir les écoles, mais que ce dernier a finalement rejeté l'idée, et se déchargent ainsi de leurs responsabilités. Ils utilisent cette tactique vis-à-vis des Afghans, et également avec les négociateurs de la communauté internationale.» Cet ancien officiel du gouvernement afghan ne se fait pas d'illusions au sujet du nouveau pouvoir: «Les Talibans ne veulent pas gouverner, mais régner, et se soucient finalement peu de l'image qu'ils donnent au monde extérieur.»

L'enjeu crucial du curriculum

Des disparités locales subsistent toutefois, et dans certaines régions, comme à Herat, Balkh, ou encore Bamiyan, les filles peuvent continuer de se rendre à l'école secondaire. A Kaboul et ailleurs, les filles ont également toujours accès à l'université, en étant séparées des hommes.

«Aucune nouvelle volée d'étudiantes ne pourra toutefois y entrer, si elles ne sont pas autorisées à effectuer l'école secondaire!» se désole Tabish Forough. «Par ailleurs, que les écoles ouvrent à nouveau mais avec un curriculum modifié selon la doctrine des talibans, et deviennent de facto des écoles coraniques, serait dévastateur pour des générations de filles.» ■

Les protestants ne sont pas prêts à «démasculiniser Dieu»

THÉOLOGIE Lors de son dernier consistoire, l'Eglise protestante de Genève a attesté que son travail sur le genre de Dieu, qui a suscité la polémique, n'est pour l'heure qu'au stade de la réflexion

LUCAS VUILLEUMIER, PROTESTINFORMO

Ne plus parler de Dieu uniquement au masculin, mais le féminiser ou le caractériser par le pronom «iel», telle est la réflexion que lançait la Compagnie des pasteurs et des diacres de l'Eglise protestante de Genève (EPG) en janvier dernier. Relayée par l'agence de presse Protestinfo dans *Le Temps*, l'information a suscité nombre de réactions, entre éditeurs et courriers de lecteurs. A la direction de l'EPG aussi, de nombreux courriers ont été envoyés par des membres inquiets ou mécontents, comme l'a exprimé la présidente Eva Di Fortunato lors de la dernière session du consistoire (organe délibérant), le jeudi 17 mars. Face à la polémique, une communication interne avait d'ailleurs dû être produite, pour rassurer tout un chacun sur ce qui n'est encore qu'un vague projet.

«Cette demande n'est pas remontée du terrain»

La modératrice de la Compagnie, Laurence Mottier, rappelle que «la question du genre de Dieu figurait dans les revendications portées par la Grève des femmes de 2019, soutenues par une centaine de signataires». Et du côté des paroisses? «Cette demande n'est pas

remontée du terrain», formule Laurence Mottier. «La Compagnie traitera cette thématique, parmi d'autres qui l'occupent, comme la justice sociale, l'écospiritualité et l'avenir de l'Eglise», tient-elle à préciser.

Une question pas tranchée

Lors de l'assemblée du consistoire, l'affaire est d'ailleurs rappelée par un délégué de la paroisse de Chêne, qui interpelle la présidente de l'EPG en lui demandant si une position claire et institutionnelle sera prise sur les façons de nommer Dieu. L'occasion, pour Eva Di Fortunato, de dissiper un malentendu: «Cette réflexion est encore à l'état embryonnaire et ne concerne que la Compagnie des pasteurs et des diacres, qui réfléchit aux enjeux théologiques de notre Eglise», explique-t-elle. Et d'ajouter que «pour l'instant, il est impossible d'aller plus loin, car il serait prématuré de croire que la Compagnie a tranché cette question».

Une affirmation que s'empresse de corriger François Dermange, professeur ordinaire d'éthique à la Faculté de théologie de l'Université de Genève, selon qui «les questions théologiques sont résolues par le consistoire, dans une Eglise composée également de laïcs et où les avis théologiques ne peuvent être uniquement régis par la Compagnie des pasteurs et des diacres». Toute décision de cet ordre devrait donc de toute façon être soumise au vote de l'assemblée. Affaire à suivre. ■

PUBLICITÉ

«Notre devise pour la numérisation: donner un coup d'accélérateur.»

Silvan Cecchini, Retail Business Director, Eni Suisse S.A.

Nous accompagnons Eni Suisse S.A. en tant que fournisseur de services complets avec des solutions de haute qualité et des conseils personnalisés pour la transformation numérique.

La motivation d'Eni Suisse S.A., notre inspiration.

en
Sunrise